



Transformation agroalimentaire – l’approche kenyane : renforcer la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des agriculteurs

Christine A. Onyango, Collège universitaire de Taita Taveta, Kenya
Mikah Nyaberi, Université Jomo Kenyatta d’agriculture et de technologie, Kenya

Introduction

Au Kenya, 16 % des terres présentent un potentiel élevé à moyen (PEM), le reste étant constitué de terres arides et semi-arides (TASA) à faible potentiel agricole. Ces dernières servent uniquement au pastoralisme nomade, à l’élevage commercial et à l’agriculture irriguée. Près de 5 millions de personnes y vivent et tirent leurs moyens de subsistance de ces régions arides et semi-arides, tandis que les autres dépendent des régions à potentiel élevé à moyen. Si 80 % de la population vit de l’agriculture, les petites exploitations, d’une surface comprise entre 0,5 et 10 ha, se trouvent essentiellement dans les régions à PEM, sachant qu’environ 81 % des petits exploitants possèdent moins de 2 ha. Avec un taux de croissance démographique de 3,2 %, la pression foncière pour soutenir la production alimentaire et l’agriculture de rente ne cesse d’augmenter.

Le Kenya est considéré comme un pays en situation d’insécurité alimentaire, avec une production globale déficitaire, notamment des aliments de base tels que le maïs, le blé, les haricots, le riz et le sucre, déficit comblé par des produits alimentaires importés. Les pertes post-récolte, essentiellement de produits périssables, sont importantes, et la mauvaise manutention post-récolte des céréales, du maïs et des produits connexes compromet la sécurité alimentaire en raison de la contamination par les aflatoxines, qui met en danger les familles d’agriculteurs, le bétail et les consommateurs, ce qui aggrave encore la situation d’insécurité alimentaire.

La Stratégie de développement du secteur agricole (SDSA) du Kenya a contribué à la restructuration de ce secteur. Elle englobe les questions transversales du changement climatique, de l’implication des jeunes et des femmes ainsi que de l’industrialisation et du financement (Gouvernement du Kenya, 2009). Ce secteur reste néanmoins affecté par plusieurs contraintes majeures.

Contraintes liées aux capacités des infrastructures et des ressources humaines

Les contraintes liées aux capacités des infrastructures et des ressources humaines qui entravent le développement d'une industrie agroalimentaire viable au Kenya peuvent être répertoriées comme suit :

- La localisation des capacités techniques dans les zones urbaines (où ne réside que 4,7 % de la population), et le faible nombre d'agents de vulgarisation, le tout allié à des services de conseil et de mentorat inadaptés et coûteux de la part des institutions de formation, des consultants du secteur privé, des conseillers pour petites entreprises, des institutions de recherche et des ateliers d'ingénierie, entravent l'accès aux connaissances et aux compétences des agroentreprises en milieu rural (Banque mondiale, 1999). L'accès limité ou l'inaccessibilité des équipements et autres matériels appropriés de transformation, d'emballage, de stockage et de distribution ainsi que des pièces de rechange (Adewumi, 2014).
- Le coût élevé des matières premières et ingrédients sélectionnés engendré par les variations saisonnières, les sécheresses fréquentes et les mauvaises récoltes qui en résultent, qui limitent la disponibilité de produits frais, par exemple du manioc, des mangues, des ananas. Leur substitution par des matières premières semi-transformées importées fait grimper les prix. Les coûts élevés des intrants de production tels que l'énergie, les semences, les engrais et les produits chimiques augmentent encore les coûts de production (Gitu, 2006).
- Les pratiques malhonnêtes de gestion et d'approvisionnement (McSherry et al., 2007) élèvent le coût de production, rendant les produits fabriqués localement généralement plus coûteux, ce qui conduit parfois à un effondrement du marché, comme c'est arrivé dans les années 1990 pour les industries des produits laitiers et de la viande.
- L'absence d'un solide organisme de réglementation de la sécurité alimentaire comparé aux pays développés, comme par exemple la Food and Drug Administration américaine ou l'Autorité européenne de sécurité des aliments.
- La faible application des normes et procédures de qualité par les organismes de réglementation, qui se traduit par des produits locaux de faible qualité attirant une demande insuffisante (Oloo, 2010).
- Le faible nombre d'agents de vulgarisation.
- Les capacités insuffisantes de formation des professionnels en sciences et technologies alimentaires, associées à une faible transition de ces diplômés dans les secteurs concernés. Ces programmes sont jugés onéreux par rapport aux programmes fondés sur les sciences humaines. En outre, l'industrialisation ne se passe pas comme prévu, provoquant le chômage des diplômés (Ponge, 2013).

Capacités scientifiques et techniques disponibles pour former les scientifiques et les technologues alimentaires

Au Kenya, plusieurs universités publiques et privées proposent des cours de sciences et technologies alimentaires à différents niveaux, comme l'indique le tableau 1.

Tableau 1 : Cours de sciences et technologies alimentaires au Kenya

| Institution | Publique/privée | Niveau d'instruction | Nombre moyen d'étudiants par classe |
|---|------------------------|------------------------------|--|
| *Université de Nairobi | Publique | Grade et diplôme | 30 |
| *Université Jomo Kenyatta d'agriculture et de technologie | Publique | Certificat, diplôme et grade | 50 |
| *Université d'Egerton | Publique | Certificat, diplôme et grade | 30 |
| #Université des sciences et technologies Dedan Kimathi | Publique | Grade | 40 |
| **Université technique du Kenya | Publique | Certificat, diplôme et Grade | 50 |
| **Université technique de Mombasa | Publique | Grade | 20 |
| #Université des sciences et technologies de Meru | Publique | Grade | 30 |
| #Université du Mont Kenya | Privée | Diplôme | 15 |

*Institutions les plus anciennes et les mieux cotées qui ont formé la majeure partie des diplômés en sciences et technologies alimentaires

**Institutions auparavant de niveau intermédiaire spécialisées dans la formation des artisans pour l'industrie

#Nouvelles universités ayant institué des programmes de base en sciences et technologies alimentaires

Situation de l'industrie

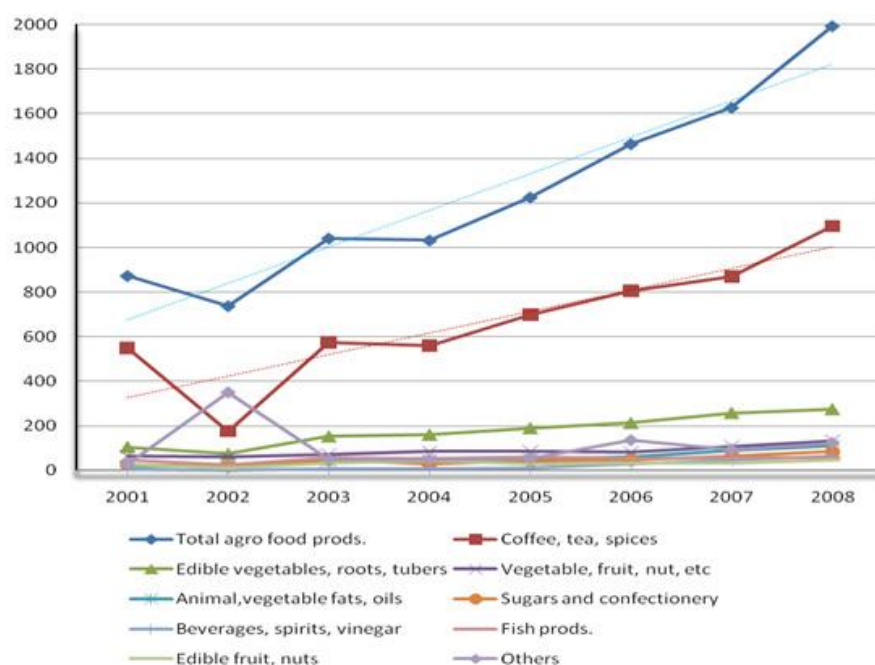
L'industrie agroalimentaire kenyane est dominée par la fabrication d'huile, la transformation des fruits, le secteur des boissons gazeuses et de la bière, le secteur de la transformation des produits laitiers et de la viande, les céréales et les produits de collation. La plupart du temps, il s'agit d'entreprises multinationales à capitaux étrangers dont les activités de recherche et développement sont menées dans leur pays d'origine. L'intégration des matériels disponibles localement pouvant, au final, directement bénéficier aux agriculteurs ne fait pas partie de leurs préoccupations majeures. L'emploi se limite aux diplômés qui seront chargés de gérer la ligne de production et/ou d'élargir le marché.

Pour stimuler le développement agroalimentaire et agroindustriel, le Kenya a adopté les mesures suivantes (<http://www.foodsecurityportal.org/kenya/food-security-report-prepared-kenya-agricultural-research-institute>) :

1. Des politiques commerciales, dont des politiques de promotion des exportations et des programmes d'incitations aux investissements étrangers directs (IED), des droits

- préférentiels sur l'importation de machines de transformation, de matières premières et d'intrants intermédiaires ;
2. Des politiques d'ajustement structurel (libéralisation du commerce, contrôle des prix, privatisation) ;
 3. Une stratégie nationale d'exportation pour stimuler la croissance des exportations ;
 4. Une politique d'intégration économique régionale (Communauté d'Afrique de l'Est [CAE] et Marché commun de l'Afrique orientale et australe [COMESA]) ;
 5. Un cadre juridique et réglementaire remanié, portant sur l'amélioration des procédures douanières, la sécurité alimentaire et les normes, l'étiquetage et la certification.

Figure 1. Kenya : Exportations de produits agroalimentaires par type



[Légende:

Colonne 1:

Total produits agroalimentaires

Légumes, racines, bulbes comestibles

Graisses animales/végétales, huiles

Boissons, spiritueux, vinaigre

Fruits/noix comestibles

Colonne 2:

Café, thé, épices

Légumes, fruits, noix etc.

Sucres et confiseries

Produits à base de poisson

Autres]

Toutefois, le manque d'infrastructures persiste, les problèmes de gouvernance subsistent et, par conséquent, les investisseurs privés, nationaux et étrangers, demeurent réticents à

investir, en particulier dans les secteurs où les rapports risque/rendement sont moins favorables que ceux des domaines tels que les ressources naturelles ou les services. Le coût élevé de l'énergie, des impôts, de la construction, des terrains et autres coûts d'infrastructure constituent des obstacles majeurs aux échanges commerciaux.

L'impact des programmes de recherche et de formation sur le développement des industries, les tendances technologiques et l'évolution de la demande des consommateurs

Pourtant, tout n'est pas perdu. Au vu des derniers progrès, la recherche et la formation devraient avoir un impact positif sur la croissance de l'industrie agroalimentaire. Cela est en grande partie attribuable à l'engagement commun du milieu universitaire, de l'industrie et du gouvernement, qui forment le système national d'innovation. Les universités organisent des ateliers, des formations communautaires, des programmes de radio et de télévision qui renforcent la sensibilisation aux meilleures pratiques dans l'industrie agroalimentaire. La formation est orientée vers le développement de technologies innovantes et d'entreprises industrielles viables. La plupart de ces programmes, bien qu'en phase de démarrage, sont actuellement soutenus par la communauté et les organismes de financement. Il est encourageant de constater que là où la diversification, la commercialisation et l'ajout de valeur aux produits agricoles ont été adoptés, comme dans la province centrale du Kenya, les vies ont changé grâce à la création d'emplois et la hausse des revenus des agriculteurs (Röttger et Da Silva, 2007).

Marche à suivre

Elle inclut, sans caractère limitatif, les mesures suivantes :

- Amélioration des installations de stockage (y compris des chaînes du froid) ;
- Mise en place d'incitations fiscales pour les jeunes entreprises et attrait d'IED ;
- Création de banques foncières (bases de données) pour un meilleur accès aux ressources naturelles ;
- Rationalisation des procédures d'accès aux terres et plus grande transparence dans l'attribution et l'occupation ;
- Mise en place de politiques de protection des industries naissantes ;
- Création de voies de diffusion de l'information et de conseil sur la conception des contrats, la conception des produits alimentaires, les normes de qualité, les bonnes pratiques de fabrication, le développement du marché, les options de financement, les investissements fonciers et immobiliers, les cadres juridiques et politiques régissant le secteur de la transformation agroalimentaire, la transformation des aliments et la logistique, etc. ;
- Sensibilisation et diffusion des bonnes pratiques ;
- Facilitation de la R&D et du transfert de technologie grâce au renforcement des capacités et à la diffusion de l'information ;
- Développement de la formation et reconnaissance des experts en sciences et technologies alimentaires ;
- Mise en place d'un système de classement des pays en matière de développement du secteur agroalimentaire ;
- Création durable d'incubateurs de l'agro-industrie pour les nouvelles entreprises fondées par de jeunes diplômés, l'accroissement des PME dans l'industrie alimentaire, les

possibilités d'atterrissage en douceur pour les IED et les autres entreprises liées la chaîne de valeur.

Conclusion

Si des mesures incitatives adaptées sont mises en place, la transformation agroalimentaire pourrait devenir le secteur le plus dynamique de l'industrie kenyane. Dans ce domaine, on distingue trois niveaux d'exploitation : la transformation à petite, moyenne et grande échelle, chacune présentant des capacités potentielles de développement. Le fait de se centrer sur les aliments et technologies indigènes – comme cela a par exemple été le cas en Asie et en Amérique centrale – constitue une solide stratégie de commercialisation des cultures vivrières. Or, pour l'instant, cette stratégie n'est pas d'actualité, malgré le regain d'intérêt pour les aliments locaux, qui sont perçus comme des produits sains.

Références

Adewumi, B.A. 2014. Engineering infrastructures for competitive agro-business in Africa. WECSI 2014 – World Engineering Conference on Sustainable Infrastructure, 2 November 2014, Abuja, Nigeria.

<http://www.wfeo.net/wp-content/uploads/wecsi2014/B1/B1-3.MAINPAPER-Agro-biz-Prof.Adewumi.pdf> [Accessible le 2 février 2015]

Banque mondiale. 1999. Agricultural Extension: The Kenya Experience World Bank Operations Evaluation Department Précis No. 198. La Banque mondiale, Washington, D.C., États-Unis.

<http://documents.worldbank.org/curated/en/1999/12/1614954/agricultural-extension-kenya-experience> [Accessible le 2 février 2015]

Gitu, K.W. 2006. Agricultural development and food security in sub-Saharan Africa (SSA). Building a case for more public support, the case of Kenya. A Paper Prepared for the Policy Assistance Unit of the FAO Subregional Office for East and Southern Africa.

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/009/a0782e/a0782e.pdf> [Accessible le 2 février 2015]

Gouvernement du Kenya. 2009. Agriculture Sector Development Strategy 2009-2015

http://www.kecosce.org/downloads/AGRICULTURE_SECTOR_DEVELOPMENT_STRATEGY_2009_2025.pdf [Accessible le 2 février 2015]

McSherry, B., Brass, J.N. et Leonard, D.K. 2007. The Political Economy of Pro-Poor Livestock Policy Reform in Kenya. IGAD LPI Working Paper No. 03-08.

http://www.indiana.edu/~spea/pubs/faculty/Pol_Econ_PPLivestock_Policy_Reform_Kenya_Brass.pdf [Accessible le 2 février 2015]

Oloo, J.E.O. 2010. Food safety and quality management in Kenya: an overview of the roles played by various stakeholders. African Journal of Food, Agriculture, Nutrition and Development, 10 (11) 4379-4397.

<http://www.bioline.org.br/request?nd10118> [Accessible le 2 février 2015]

Ponge, A. 2013. Graduate unemployment and unemployability in Kenya: transforming university education to cope with market demands and the lessons for Africa. *International Journal of Social Science Tomorrow*, 2 (3), 1-12.

Röttger, A. et Da Silva, C.A. 2007. Enabling Environments for Agribusiness and Agro-industry development In Africa. Proceedings of a FAO Workshop Accra, Ghana.
http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/ags/publications/EEA_light.pdf [Accessible le 2 février 2015]

Commandé par : Le Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-UE (CTA)

Publié par : CTA, <http://knowledge.cta.int/>

Édition : J.A. Francis, CTA

Citation: CTA 2016. <http://knowledge.cta.int/>, "auteur" consulté le "date."

Copyright CTA 2016. La reproduction des articles et du matériel publié sur Connaissances pour le développement <http://knowledge.cta.int/fr> est autorisée, moyennant mention des auteurs et de la source.